Où en sommes-nous du chemin engagé ?
Intervention de Céline Hoyeau, chef de service « religion » à *La Croix*
31 mars 2025

Je voudrais d'abord vous remercier de m'avoir invitée à cette table ronde. Ce n'est pas anodin qu'une journaliste de La Croix puisse s'exprimer devant vous sur la question des abus et en particulier devant vous, évêques, ici à Lourdes, après plusieurs années de relations difficiles avec les médias. J'ai été marquée ces dernières années par les barrières – faut-il parler de barricades ? – installées devant l'hémicycle depuis ce qu'on a appelé « l'affaire Barbarin ».

Et la présence d'une journaliste ici est en soi un signe discret mais fort du chemin engagé depuis la CIASE. Le signe que les responsables de l'institution ont compris, si douloureux soit ce travail de compréhension et si vives aient été et peuvent encore être les critiques en interne, que le travail d'enquête journalistique était nécessaire. Un signe d'une plus grande confiance et de la diffusion d'une culture de lutte contre les violences sexuelles dans l'Eglise dans laquelle on associe davantage des regards extérieurs, des laïcs, des femmes.

*

Même si vous avez pu observer de nombreuses enquêtes consacrées à ces sujets dans La Croix vous imaginez bien que les journalistes qui sont entrés dans ce journal n'ont jamais pensé - et c'était mon cas - faire de ce sujet le quotidien de leur travail ni devenir des « spécialistes des abus ».

Ça n'est pas par voyeurisme ou par recherche du scoop que nous avons traité de ces affaires. Pas non plus par un quelconque besoin de régler des comptes avec l'Eglise ou avec certains courants d'Eglise.

Moi-même j'ai écrit le livre *la Trahison des Pères*, parce que j'ai été profondément troublée, pas seulement comme journaliste mais aussi comme chrétienne engagée dans sa foi par ces abus que je découvrais au fil de mes enquêtes et qui avaient été commis par des prêtres que j'avais admirés dans ma jeunesse - des fondateurs de communautés qui m'avaient beaucoup apporté, dans ma construction personnelle et dans mon chemin de foi de jeune de la génération Jean-Paul II.

Mais si nous avons consacré autant d'énergie à ces affaires c'est habité de la conviction que ce n'était pas faire du mal à l'Eglise, mais au contraire l'aider à faire la vérité sur elle-même et à être fidèle à sa vocation évangélique. Très tôt, nous avons été convaincus que la succession d'affaires qui sortaient n'étaient pas un accident de l'histoire, mais un « signe des temps ». Que l'Esprit Saint était à l'œuvre dans ces révélations… Pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise et dans la société, ce fléau présent depuis les premiers siècles était affronté au grand jour.

Je réalise, à la relecture, que nous n'avons pas toujours suffisamment rendu compte de cette espérance. Pas suffisamment accompagné nos lecteurs en mettant des mots sur cette conviction.

Cependant, je ne vous cache pas que cette espérance a été pas mal secouée à l'automne 2022, un an après le rapport Sauvé, avec les affaires Santier et Ricard. Nous avons eu l'impression d'un grand retour en arrière. Un an plus tôt, le choc et la honte de la CIASE passés, il y avait le sentiment qu'on passait désormais à une nouvelle phase axée sur les solutions, longues et difficiles, mais quand même vers du positif à long terme. Or, la mise en cause de plusieurs évêques a atteint profondément la confiance. Mais en fait : qui croire, si ceux qui sont chargés de trouver des solutions sont eux-mêmes en cause, et pas « seulement » pour avoir couvert des abus. Et si, surtout, on ne tire pas les leçons de toutes les affaires sorties précédemment et l'on retombe encore dans les mêmes écueils, à peine un an après le rapport Sauvé…

A-t-on vraiment tiré les leçons ?

Aujourd'hui, vous avez pris des mesures, il y a des cellules d'écoute dans les diocèses, des protocoles avec les parquets… On pourrait avoir l'impression que tout cela est derrière nous, et je comprends la tentation de vouloir tourner la page. Certains l'ont exprimée publiquement ces derniers jours.

J'entends aussi cette petite musique : « Mais il faut voir les belles choses », « Montrer ce qui va bien dans l'Eglise » … Oui, nous le faisons aussi.

Malheureusement les abus sont encore une réalité et le sujet ne se tarit pas.

Le fait qu'il y ait moins d'enquêtes publiées dans La Croix – je parle pour mon journal – ne doit pas vous rassurer. A vrai dire, toutes les semaines je reçois un message de personnes qui me confient des récits de situations souvent très complexes. Je ne sais où donner de la tête et je vous avoue que tous ces mails, en plus du reste de mon travail, me donnent le vertige et me laissent démunie.

Si nous en traitons moins aujourd'hui ce n'est pas que nous avons tourné la page ou nous préoccupons moins de ces sujets, mais nos lecteurs éprouvent une saturation qu'il nous faut entendre. Nous avons bien conscience de la fatigue informationnelle. Nous devons faire des choix éditoriaux.

Aussi, je vous pose la question : si, à certaines périodes, c'est une émission ou un article qui a conduit l'Eglise à communiquer sur telle affaire, ne pourrait-on imaginer qu'après la CIASE, c'est à vous responsables d'Eglise qu'il reviendrait d'être pro-actifs pour communiquer, pour lancer des appels à témoignages… sans attendre que les médias sortent l'affaire ?

Quels sont aujourd'hui nos critères, à La Croix, pour traiter de toutes ces affaires qui malheureusement continuent de nous parvenir ?

- la notoriété : lorsqu'il s'agit d'une personne célèbre, qui a été une icône ou dont on a beaucoup parlé et pour laquelle il faut rétablir, dans un sens ou dans l'autre, la vérité
- le critère de l'ampleur de l'affaire qui nous dépasse
- et le point aveugle : un point non traité ou mal traité par l'Eglise, une question de fond qui soulève des problématiques plus larges que le cas individuel en cause.

De fait, sans oublier les histoires individuelles, il nous semble que notre rôle à La Croix, quatre ans après la CIASE, est de continuer de faire émerger des cadres d'analyse qui approfondissent la compréhension historique, théologique, psychologique de ces violences. Aider à éclairer les points aveugles.

Et, parmi ces angles morts, on ne s'est pas attaqué encore vraiment au chantier des abus spirituels, qui est un chantier prioritaire.

Beaucoup est fait pour les violences sexuelles mais il y a la partie immergée de l'iceberg que sont les abus spirituels. Et que l'on trouve dans tous les milieux d'Eglise, pas uniquement dans les communautés nouvelles.

Ce sont des abus qu'il est difficile d'identifier, de traiter, car il y a derrière le phénomène complexe de l'emprise dont les dégâts sont considérables.

J'ai été en contact, dans un cadre amical, avec plusieurs prêtres qui avaient quitté leur communauté depuis plus de dix ans et j'ai été frappée de voir que le sujet des abus spirituels qu'ils avaient subis alors revenait sans cesse au centre, dans une conversation qui a duré plus de deux heures… - et ils sont aujourd'hui incapables de célébrer la messe et même de prier. J'ai aussi rencontré de nombreuses personnes qui ont donné leur vie à Dieu avec beaucoup de sincérité et qui ont été privées de cette relation à Dieu parce que quelqu'un, un jour, a parlé et piétiné leur liberté en son nom – des personnes qui l'ont vécu comme un viol spirituel, des personnes vaccinées de la vie communautaire ou paroissiale.

Il me semble qu'il faut non seulement s'occuper de ces personnes mais aussi analyser tout ce qui sous-tend ces abus spirituels.

J'entends bien que certains espèrent revenir enfin au « cœur du métier » - à l'évangélisation. Mais, d'une part, l'un et l'autre ne s'opposent pas. S'occuper des victimes c'est aussi évangéliser. Et, d'autre part, je me pose cette question : peut-on évangéliser aujourd'hui comme en 2015 ? Dans quelle mesure, cette crise a transformé ou devrait transformer la manière d'annoncer l'Evangile en France.

Ces scandales ont révélé une mainmise spirituelle des agresseurs sur leurs victimes et un défaut d'humanité dans la réponse donnée par l'institution. Cela soulève des questions théologiques, spirituelles, pastorales, très profondes : sur le rapport à l'autre, à sa liberté, sur le rapport au corps, sur l'autorité… Comment annoncer l'Evangile en respectant

profondément la liberté, la dignité des personnes, sans triomphalisme, sans séduction, sans intrusion, sans que la fin justifie les moyens ?

J'entends bien que les nombreux catéchumènes qui, aujourd'hui, frappent à la porte de l'Eglise n'ont pas en tête cette question de la lutte contre les violences sexuelles. Qu'ils n'en parlent quasiment jamais dans les lettres qu'ils adressent à leur évêque pour demander le baptême. C'est un peu normal : quand on se fiance on ne commence pas par regarder les failles de son fiancé…

Mais si on ne tire les leçons des abus spirituels, ne risque-t-on pas de reproduire avec eux les mêmes abus ? Comment va-t-on les aider à grandir en liberté intérieure ?

Si on n'en tient pas compte, tous les efforts d'évangélisation seront mis à mal par de nouveaux abus spirituels.

Je m'interroge, depuis plusieurs années, à l'écoute de certains témoignages, sur l'impact que les abus ont eu sur la déchristianisation en France. Cette question est plus vive aujourd'hui avec les révélations autour de Betharram et la libération de la parole autour des pensionnats catholiques.

Des générations de Français sont passées par ces institutions. Bien sûr, tous n'ont pas été victimes de violences sexuelles. Et beaucoup y ont reçu une solide éducation et une belle foi chrétienne. Mais beaucoup aussi en sont sortis écœurés par un climat d'humiliation, de coercition, par des abus d'autorité, des abus spirituels, qui les ont conduits à ne plus fréquenter l'Eglise. Ils se sont éloignés en silence et n'ont pas transmis la foi à leurs enfants.

Un ami moine me confiait combien il reçoit de femmes d'un certain âge qui ne se sont pas remises de leur passage par un pensionnat. Les pensionnats de filles tenus par des religieuses ont pu faire énormément de mal. Ça ne se traduisait pas par des violences sexuelles même si ça a pu arriver mais par d'autres types de violences et d'abus de pouvoir…

C'est là encore un appel à nous laisser transformer par cette crise : que la remise en cause qu'elle a suscitée ne soit pas seulement extérieure mais bien intérieure et nous concerne tous.